

## Burundi : Arrestation de policiers pour torture d'un homme accusé de sorcellerie

Voice of America, 21 février 2019 Des policiers ont été arrêtés jeudi dans le sud du Burundi après la publication sur les réseaux sociaux d'une vidéo les montrant en train de "torturer d'une façon inhumaine" un homme âgé accusé de sorcellerie, a annoncé le ministre burundais de la Sécurité publique.

Dans l'une des vidéos, tournée mercredi à Mugara, à 70 km au sud de Bujumbura, on voit un homme âgé de plus de 70 ans selon des sources locales interrogées par l'AFP, recevoir des coups de bâton de la part de policiers l'obligeant à réaliser des pompes les pieds en appui sur un mur. On entend distinctement un policier dire: "cherchez-moi une machette bien aiguisée pour que je lui coupe le cou". Plusieurs témoins, interrogés par l'AFP, ont confirmé que cette scène s'est bien déroulée mercredi à Mugara, où la population en avait appris ce "sorcier" accusé d'avoir assassiné une petite fille en prétendant vouloir la guérir. Une autre vidéo, également authentifiée par ces témoins, montre le gouverneur de la province de Rumonge, Juvénal Bigirimana, tenter de calmer une foule en colère en leur assurant: "après un long interrogatoire par la police, ce vieil homme a avoué, +je suis un sorcier+". Le ministre burundais de la Sécurité publique a indiqué jeudi que les policiers en question ont été arrêtés. "Enquête (en cours) sur une vidéo montrant des policiers qui, d'une façon inhumaine, torturent un citoyen d'un âge avancé", a annoncé sur son compte Twitter officiel le porte-parole de ce ministre, Pierre Nkurikiye. "Tous les malfaiteurs (ont été) identifiés et arrêtés". Des dizaines de personnes accusées de sorcellerie sont tuées chaque année par la vindicte populaire au Burundi, pays très chrétien, mais où les croyances superstitieuses sont très présentes. De son côté, la police du Burundi est accusée par les ONG locales et internationales ainsi que par l'ONU de commettre régulièrement des actes de torture et de participer à la répression en cours dans le pays depuis 2015. Les arrestations de jeudi sont un rare exemple de cas où la police est amenée à répondre de ses actes, même si M. Nkurikiye a accusé les "ennemis du Burundi" d'être derrière l'incident avant un prochain Conseil des droits de l'Homme des Nations unies, à Genève.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});